

## Burundi : libération de 97 prisonniers accusés de manifestations contre le 3<sup>e</sup> mandat

@rib News, 08/12/2015 – Source Xinhua Le gouvernement du Burundi a déclaré mardi de libérer 97 prisonniers accusés d'avoir manifesté contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, depuis le mois d'avril de l'année en cours. Avant de sortir de la prison centrale de Mpimba, ces prisonniers ont subi une séance de formation patriotique (photo) d'une journée et Dôo Ruberintwari, secrétaire permanent au ministère de la Justice, explique ici qu'on avait planifié pour deux semaines de formation patriotique, mais que par manque de moyens financiers, l'on s'est contenté de cette seule journée.

On a jugé bon que même dans l'insuffisance des moyens l'on puisse tout faire pour que les personnes qui sont libérées aujourd'hui puissent avoir l'essentiel de cette formation patriotique", a déclaré Dôo Ruberintwari. Un de ces prisonniers libérés s'est exprimé sur son emprisonnement et sur celui des autres libérés. "C'est vraiment quelque chose qui fait mal de capturer et d'emprisonner des gens et que pendant 7 mois, ils n'ont même pas comparu au tribunal pour s'exprimer", a laissé entendre un de ces prisonniers qui a préféré garder l'anonymat. Il a tout de même bien apprécié cette formation que ces prisonniers libérés ont subie avant de rejoindre leurs familles respectives. "C'est bon pour l'éducation car ça peut nous aider à vivre dans la société", a-t-il apprécié. L'assistante de la ministre de la Justice, Christine Niragira, a quant à elle prodigué des conseils constructifs à ces anciens locataires de la prison centrale de Mpimba, conseils qui vont dans le sens de bien se comporter dans leurs sociétés respectives qui vont les accueillir et surtout d'éviter des comportements radicalistes. Cette libération a coincidé avec le début ce même mardi de la rencontre entre une délégation burundaise à Bruxelles en Belgique et l'Union Européenne sur l'article 96 de l'Accord de Cotonou entre cette dernière et les pays ACP (Afrique-Caraïbe-Pacifique) en matière de coopération. Cette libération des manifestants se trouve être l'un des points sur lesquels l'UE compte insister lors de cette rencontre de Bruxelles, à côté des autres comme la liberté d'exercer la profession de journaliste, la question de la gestion des affaires juridiques, la liberté et la sécurité de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, les enquêtes sur les allégations de torture et exécutions extrajudiciaires, la réouverture des médias privés... La rencontre de Bruxelles devra aboutir à la mise en œuvre d'un plan de sortie de crise politico-sécuritaire que traverse le Burundi selon un calendrier convenu entre les parties engagées dans cette rencontre.